Conseil Communautaire

Séance du mardi 20 avril 2021

R E S U M E S O M M A I R E

Suite à la convocation du 13 avril 2021, la séance est ouverte à 18 h 00 au Palais des Congrès de Lorient, sous la présidence de Monsieur Fabrice LOHER, Président de Lorient Agglomération.

Etaient présents :

Jean-Pierre ALLAIN, Dominique BEGHIN, Cécile BESNARD, Bruno BLANCHARD, Jean-Michel BONHOMME, Edouard BOUIN, Marc BOUTRUCHE, Gilles CARRERIC, Jean-Yves CARRIO, Maria COLAS, Michel DAGORNE, Jo DANIEL, Stephane DANIEL, Claudine DE BRASSIER, Martine DI GUGLIELMO, Laurent DUVAL, Freddie FOLLEZOU, Guy GASAN, Damien GIRARD, Jean-Guillaume GOURLAIN, Antoine GOYER, Annick GUILLET, André HARTEREAU, Sylvie IZAGUIRRE, Patrice JACQUEMINOT, Patricia JAFFRE, Philippe JESTIN, Christian LE DU, Maryvonne LE GREVES, Pascal LE LIBOUX, Laure LE MARECHAL, Jean-Louis LE MASLE, Gwenn LE NAY, Lydie LE PABIC, Gaëlle LE STRADIC, Dominique LE VOUEDEC, Fabrice LEBRETON, Ronan LOAS, Fabrice LOHER, Daniel MARTIN, Aurélie MARTORELL, Rose MORELLEC, Armelle NICOLAS, Alain NICOLAZO, Céline OLIVIER, Bruno PARIS, Maurice PERON, Nathalie PERRIN, Antoine PICHON, Marianne POULAIN, Patricia QUERO-RUEN, Anne-Valerie RODRIGUES, Roger THOMAZO, Armel TONNERRE, Laurent TONNERRE, Michel TOULMINET, Patrice VALTON, Fabrice VELY, Dominique YVON

Absents excusés ayant donné pouvoir :

Françoise BALLESTER donne pouvoir à Jo DANIEL, Marie-Françoise CERESZ donne pouvoir à André HARTEREAU, Véronique GARIDO donne pouvoir à Laurent DUVAL, Fanny GRALL donne pouvoir à Guy GASAN, Pascal LE DOUSSAL donne pouvoir à Gwenn LE NAY, Steven LE MAGUER donne pouvoir à Philippe JESTIN, Annaig LE MOEL-RAFLIK donne pouvoir à Gilles CARRERIC, Maurice LECHARD donne pouvoir à Armelle NICOLAS, Florence LOPEZ-LE GOFF donne pouvoir à Rose MORELLEC, Brigitte MELIN donne pouvoir à Annick GUILLET, Karine MOLLO donne pouvoir à Bruno BLANCHARD, Sophie PALANT-LE HEGARAT donne pouvoir à Cécile BESNARD

Suppléance :

Philippe BERTHAULT suppléé par Sylvie IZAGUIRRE

Absents :

Anne-Maud GOUJON, Pierrick NEVANNEN

Arrivée de Sophie PALANT-LE HEGARAT au cours de l'examen de la question n°5

Lydie LE PABIC et Marianne POULAIN sont désignées secrétaires de séance.

1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 23 MARS 2021 :

Le procès-verbal de la séance du 23 mars 2021 est *adopté à l'unanimité par 57 voix pour et 14 abstentions*.

Abstentions : Dominique BEGHIN, Edouard BOUIN, Gilles CARRERIC, Damien GIRARD, Philippe JESTIN, Steven LE MAGUER, Annaïg LE MOEL-RAFLIK, Gaelle LE STRADIC, Dominique LE VOUEDEC, Fabrice LEBRETON, Florence LOPEZ-LE GOFF, Daniel MARTIN, Rose MORELLEC, Roger THOMAZO

2. DELEGATION DE POUVOIRS AU BUREAU - COMPTE-RENDU :

LE CONSEIL,

Vu l'avis de la Commission Ressources, finances et administration générale,

Article unique : **PREND ACTE** des décisions prises par le Bureau dans le cadre de la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil depuis le précédent compte-rendu.

3. DELEGATION DE POUVOIRS AU PRESIDENT - COMPTE-RENDU :

LE CONSEIL,

Vu l'avis de la Commission Ressources, finances et administration générale,

Vu l'avis du Bureau,

Article unique : **PREND ACTE** des décisions prises par le Président dans le cadre de la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil depuis le précédent compte-rendu.

4. CREATION DE LA COMMISSION DE CONTROLE FINANCIER :

LE CONSEIL, après en avoir délibéré

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles R.2222-1 à R.2222-6 et R.2252-5 ;

Vu l'avis de la Commission Ressources, finances et administration générale ;

Vu l'avis du Bureau ;

Article 1 : **DECIDE** la création d'une Commission de Contrôle Financier.

Article 2 : **DETERMINE** la composition de la Commission de Contrôle Financier et **PROCEDE** à la désignation de ses membres élus dans les conditions suivantes :

Représentants du Conseil communautaire :

- Jean-Pierre ALLAIN
- Véronique GARIDO
- Christian LE DU
- Alain NICOLAZO
- Céline OLIVIER
- Anne-Valérie RODRIGUES
- Gilles CARRERIC
- Dominique LE VOUEDEC
- Bruno BLANCHARD
- Pascal LE LIBOUX

Par ailleurs, des représentants d'associations d'usagers pourraient être désignés par arrêté du Président.

Article 3 : **MANDATE** le Président ou son représentant pour prendre toutes les mesures nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

Délibération adoptée à l'unanimité.

5. FONDS D'INTERVENTION COMMUNAUTAIRE - CONVENTIONS D'ATTRIBUTION :

LE CONSEIL, après en avoir délibéré,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5216-5 VI et L.1111-10 ;

Vu la délibération en date du 26 juin 2018 décidant la mise en place du Fonds d'Intervention Communautaire et approuvant son règlement d'attribution ;

Vu les fiches projets des communes de Gâvres et de Larmor-Plage ;

Vu les projets de conventions portant attribution aux communes précitées d'un fonds de concours au titre du FIC ;

Vu l'avis de la Commission Ressources, finances et administration générale ;

Vu l'avis du Bureau ;

Article 1 : **DECIDE**, dans le cadre du Fonds d'Intervention Communautaire, d'attribuer aux projets communaux suivants un fonds de concours d'investissement dont le montant maximum est fixé comme suit :

- commune de Gâvres : 91 350 € pour la réhabilitation d'un bâtiment à la Petite Falaise ;

- commune de Larmor-Plage : 200 000 € pour la construction d'un bâtiment Basse consommation pour les services techniques, urbanisme et archives.

Article 2 : **MANDATE** le Président ou son représentant pour prendre toutes les mesures nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération et notamment pour signer les conventions à intervenir avec les communes.

Délibération adoptée à l'unanimité.

6. FONDS D'INTERVENTION COMMUNAUTAIRE - AVENANT A LA CONVENTION D'ATTRIBUTION DE GUIDEL N 39590 :

LE CONSEIL, après en avoir délibéré,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5216-5 VI et L.1111-10 ;

Vu la délibération en date du 26 juin 2018 décidant la mise en place du Fonds d'Intervention Communautaire et approuvant son règlement d'attribution ;

Vu la délibération en date du 6 octobre 2020 portant modification du règlement d'attribution ;

Vu la délibération du 2 avril 2019 et la convention n° 39590 du 13 mai 2019 ;

Vu la demande de la commune de Guidel ;

Vu le projet d'avenant à la convention portant prorogation de la durée de validité de ladite convention ;

Vu l'avis de la Commission Ressources, finances et administration générale ;

Vu l'avis du Bureau ;

Article 1 : **DECIDE**, dans le cadre du Fonds d'Intervention Communautaire, de proroger d'un an, à compter du 13 mai 2021, le délai de validité de la décision d'attribution de FIC avec la commune de Guidel et de modifier en conséquence la convention n° 39590 conclue avec la commune.

Article 2 : **MANDATE** le Président ou son représentant pour prendre toutes les mesures nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération et notamment pour signer l'avenant à la convention n° 39590 à intervenir avec la commune.

Délibération adoptée à l'unanimité.

7. FONDS D'INTERVENTION COMMUNAUTAIRE - AVENANT A LA CONVENTION D'ATTRIBUTION DE QUISTINIC N 39593 :

LE CONSEIL, après en avoir délibéré,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5216-5 VI et L.1111-10 ;

Vu la délibération en date du 26 juin 2018 décidant la mise en place du Fonds d'Intervention Communautaire et approuvant son règlement d'attribution ;

Vu la délibération en date du 6 octobre 2020 portant modification du règlement d'attribution ;

Vu la délibération du 2 avril 2019 et la convention n° 39593 du 13 mai 2019 ;

Vu la demande de la commune de Quistinic ;

Vu le projet d'avenant à la convention portant prorogation de la durée de validité de ladite convention ;

Vu l'avis de la Commission Ressources, finances et administration générale ;

Vu l'avis du Bureau ;

Article 1 : **DECIDE**, dans le cadre du Fonds d'Intervention Communautaire, de proroger de 6 mois, à compter du 13 mai 2021, le délai de validité de la décision d'attribution de FIC avec la commune de Quistinic et de modifier en conséquence la convention n° 39593 conclue avec la commune.

Article 2 : **MANDATE** le Président ou son représentant pour prendre toutes les mesures nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération et notamment pour signer l'avenant à la convention n°39593 à intervenir avec la commune.

Délibération adoptée à l'unanimité.

8. FONDS D'INTERVENTION COMMUNAUTAIRE NUMERIQUE - CONVENTION D'ATTRIBUTION :

LE CONSEIL, après en avoir délibéré,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5216-5 VI et L.1111-10 ;

Vu la délibération en date du 15 octobre 2019, modifiée par décision du Président en date du 12 juin 2020, décidant la mise en place du Fonds d'Intervention Communautaire numérique et approuvant son règlement d'attribution ;

Vu la fiche projet de la commune de Guidel ;

Vu le projet de convention portant attribution à la commune précitée d'un fonds de concours au titre du FIC numérique ;

Vu l'avis du Bureau ;

Article 1 : **DECIDE**, dans le cadre du Fonds d'Intervention Communautaire numérique, d'attribuer au projet communal suivant un fonds de concours d'investissement dont le montant maximum est fixé comme suit :
- commune de Guidel : 467 € pour l'extension du portail familles par un outil d'échanges rapides avec les familles et l'acquisition d'un ordinateur portable pour le service Enfance-jeunesse.

Article 2 : **MANDATE** le Président ou son représentant pour prendre toutes les mesures nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération et notamment pour signer la convention à intervenir avec la commune.

Délibération adoptée à l'unanimité.

9. GIP OBSERVATOIRE DE L'ENVIRONNEMENT DE BRETAGNE - APPROBATION DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE ET DESIGNATION DE REPRESENTANTS :

LE CONSEIL, après en avoir délibéré,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit,

Vu la délibération du Conseil communautaire en date du 23 mars 2021 relative aux cotisations,

Vu les modifications statutaires du GIP Observatoire de l'environnement en Bretagne, autorisant l'adhésion de nouveaux membres et notamment les collectivités territoriales et leurs groupements,

Vu la convention constitutive du GIP Observatoire de l'environnement en Bretagne approuvée par arrêté préfectoral en date du 4 mars 2021,

Vu l'avis de la Commission Transition écologique,

Vu l'avis du Bureau,

Article 1 : **APPROUVE** la convention constitutive du Groupement d'intérêt public « Observatoire de l'Environnement de Bretagne ».

Article 2 : **PROPOSE DE DESIGNER** les représentants de Lorient Agglomération siégeant au GIP :

TITULAIRE :
Bruno PARIS

SUPPLÉANT :
Armelle NICOLAS

Article 3 : **MANDATE** le Président ou son représentant pour prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment pour signer la convention.

Délibération adoptée à l'unanimité.

10. PROJET D'AMENAGEMENT DU MOULIN DES PRINCES A PONT-SCORFF - DEMANDE DE SUBVENTION :

LE CONSEIL, après en avoir délibéré,

Vu le code de la commande publique et notamment ses articles L.2410-1 et suivants et R.2431-1 et suivants,
Vu l'avis de la Commission Transition écologique,
Vu l'avis du Bureau,

Article 1 : **DECIDE** la réalisation de l'aménagement du Moulin des Princes.

Article 2 : **APPROUVE** le programme et fixe l'enveloppe financière prévisionnelle de cette opération à 240 000 €HT.

Article 3 : **MANDATE** le Président ou son représentant pour prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment pour solliciter toutes les subventions auxquelles cette opération peut ouvrir droit, dans le respect des règles des aides publiques en vigueur.

Délibération adoptée à l'unanimité.

11. GEMAPI - RESTAURATION DE LA CONTINUITE ECOLOGIQUE SUR LE BASSIN VERSANT DE LA SAUDRAYE A GUIDEL - PROTOCOLE D'ACCORD ET DEMANDE DE SUBVENTION :

LE CONSEIL, après en avoir délibéré,

Vu la délibération de Lorient Agglomération en date du 4 avril 2017 déterminant les modalités d'exercice de la compétence GEMAPI au 1er janvier 2018,
Vu l'avis de la Commission Transition écologique,
Vu l'avis du Bureau,

Article 1 : **APPROUVE** le protocole d'accord de restauration de la continuité écologique sur le bassin versant de la Saudraye à Guidel.

Article 2 : **MANDATE** le Président ou son représentant pour prendre toutes les mesures nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération, notamment pour signer le protocole d'accord et solliciter, dans le respect des règles d'aides publiques en vigueur, les subventions auxquelles peut être éligible le projet de restauration de la continuité écologique sur le bassin versant de la Saudraye à Guidel.

Délibération adoptée à l'unanimité.

12. PROJET DE PLAN STRATEGIQUE SANTE ENVIRONNEMENT - DEMANDE DE SUBVENTION :

LE CONSEIL, après en avoir délibéré,

Vu le Code de la Commande Publique et notamment ses articles L.2410-1 et suivants,
Vu l'avis de la Commission Transition écologique,
Vu l'avis du Bureau,

Article 1 : **DECIDE** l'élaboration d'un Plan Stratégique Santé Environnement sur son territoire conformément à la stratégie du Plan Régional Santé Environnement (PRSE) 2017-2021.

Article 2 : **APPROUVE** l'enveloppe financière prévisionnelle globale d'un montant de 151 574 € HTVA.

Article 3 : **MANDATE** le Président ou son représentant pour prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment pour solliciter toutes les subventions auprès de l'ARS et auxquelles cette opération peut ouvrir droit, dans le respect des règles des aides publiques en vigueur.

Délibération adoptée à l'unanimité.

13. PROGRAMME ASSAINISSEMENT COLLECTIF 2021 - DEMANDES DE SUBVENTIONS :

LE CONSEIL, après avoir délibéré,

Vu l'avis de la Commission Transition écologique,
Vu l'avis du Bureau,

Article 1 : **APPROUVE** les programmes d'investissements, éligibles à subventions ou à avance, qui seront lancés en 2021, estimés à 6 076 000 € HT pour l'assainissement collectif.

Article 2 : **MANDATE** le Président ou son représentant pour solliciter les subventions sur ces programmes d'investissement auprès du Conseil Départemental du Morbihan, de l'Agence de l'Eau, de la Région de Bretagne et de tout autre partenaire dans le respect des règles d'aides publiques en vigueur.

Délibération adoptée à l'unanimité.

14. MAITRISE DES CONSOMMATIONS ENERGETIQUES ET DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENEUVELABLES SUR LE PATRIMOINE BATI ET INDUSTRIEL DE LORIENT AGGLOMERATION - DEMANDES DE SUBVENTIONS :

LE CONSEIL, après avoir délibéré,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de la Commande Publique,
Vu l'avis de la Commission Transition écologique,
Vu l'avis du Bureau,

Article 1 : **APPROUVE** le projet d'opérations et son plan de financement prévisionnel.

Article 2 : **MANDATE** le Président ou son représentant pour solliciter notamment les subventions auprès de l'Etat et de la Région Bretagne et l'autorise à signer tout document s'y afférant.

Délibération adoptée à l'unanimité.

15. TRANSITION ENERGETIQUE DE LA FLOTTE DE NAVIRES - LANCEMENT D'UNE PROCEDURE EN VUE DE LA REALISATION D'UN NAVIRE A PASSAGERS HYDROGENE ET RETROFIT D'AR VAG TREDAN :

LE CONSEIL, après en avoir délibéré

Vu le Code de la commande publique,
Vu l'avis de la Commission Aménagement, mobilités et habitat,
Vu l'avis du Bureau,

Article 1 : **APPROUVE** le lancement du projet de retrofit d'Ar Vag Tredan et de construction d'un nouveau navire à passagers hydrogène en remplacement du Kerzo dans les conditions décrites.

Article 2 : **AUTORISE** le Président à solliciter les financements auprès de tout partenaire dans le respect des règles d'aides publiques en vigueur.

Article 3 : **MANDATE** le Président ou son représentant pour prendre toutes les mesures nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

Délibération adoptée à l'unanimité par 56 voix pour et 15 abstentions.

Abstentions : Dominique BEGHIN, Edouard BOUIN, Gilles CARRERIC, Damien GIRARD, Philippe JESTIN, Steven LE MAGUER, Annaig LE MOEL-RAFLIK, Gaëlle LE STRADIC, Dominique LE VOUEDEC, Fabrice LEBRETON, Florence LOPEZ-LE GOFF, Daniel MARTIN, Rose MORELLEC, Maurice PERON, Roger THOMAZO

16. ATTRIBUTION D'UNE AIDE AUX PARTICULIERS POUR L'ACQUISITION D'UN VELO PLIANT, CARGO ET/ OU A ASSISTANCE ELECTRIQUE :

LE CONSEIL, après en avoir délibéré,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Plan de Déplacements Urbains (PDU) de Lorient Agglomération approuvé le 22 février 2013,
Vu le Plan Climat-Air-Energie Territoire (PCAET) de Lorient Agglomération adopté le 17 décembre 2019,
Vu le règlement,
Vu l'avis de la Commission Aménagement, mobilités et habitat,
Vu l'avis du Bureau,

Article 1 : **APPROUVE** l'attribution d'une aide de 20 % pour l'achat de vélos à assistance électrique et de vélos pliants et cargos sans assistance électrique dans la limite des plafonds indiqués pour chaque type de vélo, et dans la limite du budget annuel global alloué à cette action (80 000€ en 2021).

Article 2 : **MANDATE** le Président ou son représentant pour signer tout document nécessaire à la bonne exécution de la présente délibération.

Délibération adoptée à l'unanimité.

17. PLH - REHABILITATION DU PARC PRIVE DE LOGEMENTS - SUBVENTIONS AUX PROPRIETAIRES OCCUPANTS ET PROPRIETAIRES BAILLEURS :

DELIBERATION RETIREE DE L'ORDRE DU JOUR

18. DRAGAGE ET GESTION A TERRE DES SEDIMENTS DE QUALITE NON IMMERGEABLE DES PORTS DE PLAISANCE DE LORIENT AGGLOMERATION - PROGRAMME DE MAITRISE D'OEUVRE :

LE CONSEIL, après en avoir délibéré,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L.2410-1 et suivants et R.2431-1 et suivants, R.2172-1 et suivants,
Vu la délibération du Bureau en date du 19 juin 2015 approuvant la constitution d'un groupement de commandes pour la réalisation de l'étude relative à l'élaboration d'un plan commun de gestion opérationnel des dragages de la rade de Lorient,
Vu la délibération du Conseil communautaire en date du 11 octobre 2016 relatif à l'organisation de l'enquête publique du plan de gestion opérationnel des dragages de la rade de Lorient Agglomération,
Vu la délibération du Bureau en date du 13 novembre 2020 approuvant la convention de groupement de commandes pour les opérations de dragages et de gestion des sédiments de qualité non immergeable des ports de la Région Bretagne et de Lorient Agglomération,
Vu la délibération du Conseil communautaire en date du 8 décembre 2020 approuvant la convention de financement de l'opération « suivi 2019-2029 du site d'immersion des produits de dragage de la rade de Lorient au large de l'île de Groix,
Vu l'avis de la Commission Développement et attractivité du territoire,
Vu l'avis du Bureau,

Article 1 : **APPROUVE** le programme des opérations de dragages, de gestion à terre et de valorisation des sédiments de qualité non immergeable sur la période 2021-2026 et fixe l'enveloppe financière prévisionnelle de cette opération à 6 295 000 €HT dont l'enveloppe du maître d'ouvrage affectée aux travaux à un montant de 6 000 000 €HT.

Article 2 : **MANDATE** le Président ou son représentant pour prendre toutes les mesures nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération et notamment pour solliciter le maximum de subventions liées à cette opération, dans le respect des règles d'aides publiques en vigueur.

Délibération adoptée à la majorité par 63 voix pour, 2 voix contre et 6 abstentions.

Votes contre : Edouard BOUIN, Maurice PERON

Abstentions : Dominique BEGHIN, Damien GIRARD, Gaëlle LE STRADIC, Fabrice LEBRETON, Rose MORELLEC, Dominique YVON

19. PROGRAMME DLAL LEADER 2014 - 2025 - ANIMATION ET GESTION - ANNEE 2021 :

LE CONSEIL, après en avoir délibéré

Vu l'avis de la Commission Développement et de attractivité du territoire,
Vu l'avis du Bureau,

Article 1 : **APPROUVE** le plan de financement prévisionnel pour l'animation et la gestion du programme européen LEADER pour l'année 2021.

Article 2 : **SOLLICITE**, dans le respect des règles de cumul des aides publiques en vigueur une subvention auprès de l'Union Européenne (FEADER) pour un montant de 27 600 euros.

Article 3 : **MANDATE** le Président ou son représentant pour prendre toutes les dispositions nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération et notamment pour signer les documents nécessaires à l'obtention de cette subvention.

Délibération adoptée à l'unanimité.

20. PROGRAMME DLAL FEAMP 2014 - 2023 - ANIMATION ET GESTION - ANNEES 2022 - 2023 :

LE CONSEIL, après en avoir délibéré

Vu l'avis de la Commission Développement et attractivité du territoire,
Vu l'avis du Bureau,

Article 1 : **APPROUVE** le plan de financement prévisionnel pour l'animation et la gestion du programme DLAL FEAMP du Pays de Lorient pour les années 2022 et 2023.

Article 2 : **SOLLICITE**, dans le respect des règles de cumul des aides publiques en vigueur, une subvention auprès de l'Union Européenne pour un montant de 29 325 € et auprès de la Région, contrepartie nationale à la subvention DLAL FEAMP, pour un montant de 17 595 €.

Article 3 :

MANDATE le Président ou son représentant pour prendre toutes les dispositions nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération et notamment pour signer les documents nécessaires à l'obtention de ces subventions.

Délibération adoptée à l'unanimité.